

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/205135]

15 MAI 2014. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française portant exécution de l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative

Vu la Constitution belge telle que coordonnée le 17 février 1994, les articles 121 à 133 et 134 à 140;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 77 et 92bis;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

Vu l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française organisant un service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé;

Vu l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative, notamment les articles 7, 9, 10, 19 et 25;

Vu le décret du 4 juillet 2013 portant assentiment à l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative;

Vu le décret du 10 juillet 2013 portant assentiment à l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative;

Vu le décret du 10 juillet 2013 portant assentiment, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, à l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 15 mai 2014;

Vu la décision du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte,

Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent accord de coopération a pour objet de fixer les modalités d'exécution des articles 7, 9, 10, 19 et 25 de l'accord de coopération portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative.

Art. 2. Au sens du présent accord, on entend par :

1^o « accord de coopération « partage de données » : l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative;

2^o « BCED » : la Banque-Carrefour d'échange de données telle que définie à l'article 2, 3^o, de l'accord de coopération « partage de données »;

3^o « autorité publique » : l'autorité publique telle que définie à l'article 2, 8^o, de l'accord de coopération « partage de données »;

4^o « CCED » la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données telle que définie à l'article 2, 6^o, de l'accord de coopération « partage de données »;

5^o « personne concernée » : la personne visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des données à caractère personnel;

6^o « destinataire » le destinataire tel que défini à l'article 2, 10^o, de l'accord de coopération « partage de données ».

CHAPITRE II. — *Du Comité stratégique de la Banque-Carrefour d'échange de données*

Art. 3. Le Comité stratégique est composé des 5 membres permanents suivants :

1^o le secrétaire général du Service public de Wallonie;

2^o le secrétaire général du Ministère de la Communauté française;

3^o le directeur général de la Direction générale transversale du Service public de Wallonie en charge des Technologies de l'Information et de la Communication;

4^o l'administrateur général de l'Entreprise publique des technologies nouvelles de l'information et de la communication (ETNIC);

5^o le fonctionnaire dirigeant d'e-Wallonie-Bruxelles Simplification.

Les 5 membres permanents ont voix délibératives.

Participent également au Comité stratégique lorsque la mise en œuvre opérationnelle de projets de partage de données y est abordée :

1° le responsable « partage de données et Banque-Carrefour d'échange de données » désigné par les Gouvernements au sein d'e-Wallonie-Bruxelles Simplification;

2° l'inspecteur général du Département des Technologies de l'Information et de la Communication de la Direction générale transversale du Service public de Wallonie en charge des Technologies de l'Information et de la Communication;

3° le correspondant du pôle technique de la Banque-Carrefour d'échange de données au sein de l'Entreprise publique des technologies nouvelles de l'information et de la communication (ETNIC).

Art. 4. Les membres visés à l'article 3 peuvent désigner une personne de leur service afin de les représenter.

CHAPITRE III. — *De la reconnaissance des sources authentiques*

Art. 5. § 1^{er}. Conformément à l'article 7 de l'accord de coopération « partage de données », le Gouvernement désigne par arrêté une source de données en tant que source authentique de données et ce, après avis de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données.

§ 2. La BCED effectue au préalable, en partenariat avec les gestionnaires de la source authentique candidate, une analyse d'opportunité visant à démontrer la pertinence et l'intérêt de reconnaître cette source de données en tant que source authentique de données.

L'analyse d'opportunité tient compte notamment :

1° de l'utilité de la reconnaissance en termes de réduction des charges administratives et d'amélioration de la qualité du service rendu;

2° des exigences prescrites par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des données à caractère personnel ainsi que tous les arrêtés pris en exécution de cette dernière;

3° de l'impact financier et technologique de la mise en place de la source authentique.

Cet impact porte notamment sur :

a) la qualité des données avec, en particulier, leur exhaustivité, exactitude, actualisation, les garanties en matière de maintien au-dessus du seuil minimal acceptable déterminé et d'amélioration continue de cette qualité;

b) le contrôle de la qualité à l'égard des usagers, la traçabilité des modifications des données et la sauvegarde de l'historique de l'accès aux données;

c) la sécurité des données aux niveaux physique, technique et organisationnel;

d) l'opérationnalité de la source de données, notamment la disponibilité et l'accessibilité.

§ 3. Si, au terme des analyses, la source de données présente des garanties suffisantes pour être reconnue comme source authentique de données, la BCED accompagne la source authentique candidate dans la phase de reconnaissance en vue de garantir le maintien et l'amélioration des critères visés au § 2.

Si, par contre, aucune garantie suffisante ne peut être obtenue à l'issue de cette analyse, le projet visant à reconnaître la source de données en une source authentique est suspendu jusqu'à l'obtention des garanties suffisantes.

Si malgré les efforts fournis, le niveau de garanties suffisant ne peut être atteint dans un délai raisonnable, le projet est abandonné.

§ 4. La Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données peut être consultée au cours de l'analyse visée au paragraphe 2 pour les questions relatives à la protection des données à caractère personnel.

CHAPITRE IV. — *Du rôle de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données*

Art. 6. § 1^{er}. La CCED peut d'initiative demander une évaluation des mesures de sécurité mises en place au sein des autorités publiques. Elle désigne à cet effet le service chargé de mener l'évaluation, ci-après dénommé l'évaluateur. L'évaluateur prend pour ce faire toutes les mesures qui s'avèrent utiles pour répondre à cette demande en collaboration avec l'autorité publique concernée.

L'évaluateur doit bénéficier des moyens utiles et nécessaires pour exercer à bien sa mission.

L'évaluateur établit un rapport circonstancié de cette évaluation. Ce rapport est transmis à la CCED.

Les demandes de la CCED doivent être motivées par des indices sérieux que la politique de sécurité de l'autorité publique n'est pas correctement appliquée.

§ 2. La BCED procède, sur base d'un questionnaire, à une évaluation générale annuelle de la sécurité des données et de l'information auprès de toute autorité publique ayant reçu de la CCED ou d'un des comités sectoriels de la Commission de la protection de la vie privée une autorisation d'accès à des données à caractère personnel. Il est vérifié que les conditions d'octroi de l'autorisation sont toujours correctement mises en œuvre.

La BCED remet un rapport annuel des résultats de cette évaluation générale à la CCED.

Art. 7. Les rapports visés aux paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 6 sont soumis au Comité stratégique avant d'être transmis à la CCED.

Les rapports ne sont pas contraignants pour la CCED.

Art. 8. § 1^{er}. Lorsque sur base du rapport annuel ou circonstancié, il est constaté que certaines conditions d'octroi de l'autorisation d'accès d'une autorité publique ne sont plus réunies, la CCED peut suspendre l'autorisation jusqu'à la régularisation de la situation.

Cette décision est notifiée par le secrétariat de la CCED par recommandé ou tout autre moyen électronique équivalent, dans les cinq jours ouvrables de la décision de la CCED, à l'autorité publique et à la BCED qui sera chargée de suspendre l'accès effectif aux données.

La suspension prend effet le jour de la notification de la décision de suspension.

L'autorité publique doit remettre à la CCED dans les trente jours ouvrables un plan relatif aux mesures qu'elle compte mettre en œuvre afin de régulariser sa situation. Sur cette base, la CCED, remet un avis à l'autorité publique dans lequel elle précise également le délai dont dispose l'autorité publique pour exécuter les mesures et les modalités de restauration de l'accès aux données visées par l'autorisation suspendue.

Dès que la BCED a pu constater que, sur base des mesures de régularisation effectivement mises en place par l'autorité publique, les conditions d'octroi de l'accès sont à nouveau réunies, la CCED lève la décision de suspension.

§ 2. La CCED peut suspendre l'entière des autorisations de l'autorité publique si les manquements constatés le justifient et affectent de manière incontestable les différents flux d'échange de données mis en place.

§ 3. Lorsque l'autorité publique n'a pas mis en œuvre tout ce qui était possible afin d'exécuter correctement les mesures décrites dans le plan visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, la CCED peut décider de procéder au retrait de l'autorisation d'accès.

La CCED notifie, dans les trois jours de sa décision, par recommandé ou tout autre moyen électronique équivalent sa décision de retrait.

§ 4. La procédure de suspension décrite aux paragraphes 1 à 3 ne peut être appliquée que pour les autorisations que la CCED aura elle-même délivrées.

Si le rapport concerne une autorisation délivrée par un comité sectoriel de la Commission de la protection de la vie privée, la CCED avertit sans délai le comité sectoriel compétent ainsi que la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 9. La BCED met à disposition du public sur son site internet un registre des autorisations, avis et recommandations de la CCED. Ce registre est accessible librement.

Seul le statut des autorisations actives est consultable en ligne.

Art. 10. La procédure décrite aux articles 6 à 8 peut être appliquée aux sources authentiques (SA) et banques de données issues de sources authentiques (BDSA) lorsque celles-ci ne satisfont plus aux conditions nécessaires pour être reconnues comme étant une SA ou un BDSA.

CHAPITRE V. — *Des droits de la personne concernée*

Art. 11. § 1^{er}. Les demandes d'accès et de rectification visées à l'article 9 de l'accord de coopération « partage de données » s'exercent via les gestionnaires de la source authentique ou de la banque de données issues de sources authentiques dans le respect des articles 10, § 1^{er}, et 12 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des données à caractère personnel ainsi que tous les arrêtés pris en exécution de cette dernière.

Outre la voie postale, la personne concernée peut contacter la SA ou BDSA par voie électronique via les moyens mis à sa disposition par la BCED ou par le gestionnaire de SA ou BDSA.

Lorsque les données sont disponibles de manière électronique et lorsqu'elles peuvent être transmises de manière complète et sécurisée par voie électronique, la SA ou la BDSA est tenue de privilégier cette voie pour transmettre sa réponse à la personne concernée.

§ 2. Toute personne a le droit de savoir quels organismes et autorités publiques ont consulté ou mis à jour ses données au cours des six derniers mois à l'exception des autorités administratives et judiciaires chargées de la recherche et de la répression des délits ainsi que de la Sûreté de l'Etat et du Service général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées.

La BCED publie sur son site internet un annuaire des sources authentiques auprès desquelles la personne concernée peut exercer le droit visé à l'alinéa précédent.

CHAPITRE VI. — *Demande de correction des données par le destinataire*

Art. 12. Tout destinataire de donnée qui, lors de l'utilisation de son accès autorisé aux données issues de SA ou de BDSA, constate qu'une donnée est incomplète, inexacte ou imprécise, contacte le gestionnaire de cette SA ou de cette BDSA via le formulaire ou tout autre outil en ligne mis à sa disposition par la BCED ou le gestionnaire de SA ou BDSA afin de demander la correction de la donnée.

Art. 13. § 1^{er}. Afin que sa demande puisse être prise en compte, le destinataire de la donnée est tenu de communiquer les informations suivantes :

- 1° l'identité et les coordonnées de la personne de contact auprès du destinataire de la donnée;
- 2° l'opération qu'il était en train d'effectuer lorsqu'il a constaté l'erreur;
- 3° les informations permettant d'identifier de manière certaine la personne physique ou morale concernée par la rectification demandée;
- 4° la donnée erronée;
- 5° la donnée supposée correcte;
- 6° les éléments et pièces justificatives dont il dispose afin d'étayer sa demande de rectification.

§ 2. La BCED accuse réception de la demande dans les 5 jours ouvrables avant de transmettre la demande vers la SA ou BDSA concernée.

Le gestionnaire de la SA ou de la BDSA est tenu de donner suite à cette demande dans les dix jours calendrier, sauf lorsque le gestionnaire de la SA ou BDSA démontre qu'il lui est impossible de rectifier cette donnée sans effectuer des démarches et vérifications auprès d'autres autorités publiques ou privées.

Le gestionnaire de la SA ou de la BDSA informe le destinataire de la donnée que la donnée sera rectifiée dans les meilleurs délais.

§ 3. La BCED, en concertation avec le gestionnaire de la SA ou de la BDSA, peut décider de mettre en place un système d'avertissement relatif aux données faisant l'objet d'une demande de rectification.

§ 4. L'arrêté ou le décret instituant la SA ou la BDSA fixe :

1° le mode de communication prévu entre le destinataire et le gestionnaire pour permettre la correction des données;

2° les délais dans lesquels le gestionnaire doit procéder à la correction des données, compte tenu du périmètre et des données traitées par la SA ou la BDSA.

Art. 14. Lorsqu'il n'aura pas corrigé endéans le délai prescrit en vertu du paragraphe 4 de l'article 13, les données signalées comme étant inexactes, incomplètes ou imprécises, le gestionnaire de la SA ou de la BDSA pourra être tenu pour responsable des éventuelles erreurs commises compte tenu de la non-corrrection des données signalées comme étant inexactes, incomplètes ou imprécises sauf s'il peut prouver et motiver l'impossibilité de correction de la donnée.

Art. 15. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il entre en vigueur le 1^{er} juin 2004.

Namur, le 15 mai 2014.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/205135]

15. MAI 2014 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft zur Ausführung des Zusammenarbeitsabkommens vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative

Aufgrund der belgischen Verfassung in der am 17. Februar 1994 koordinierten Fassung, insbesondere der Artikel 121 bis 133 und 134 bis 140;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere der Artikel 77 und 92bis;

Aufgrund des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Februar 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft zur Organisation eines gemeinsamen Dienstes für die administrative Vereinfachung und elektronische Verwaltung genannt "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" und abgekürzt "eWBS";

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative, insbesondere der Artikel 7, 9, 10, 19 und 25;

Aufgrund des Dekrets vom 4. Juli 2013 zur Zustimmung zu dem Zusammenarbeitsabkommen vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative;

Aufgrund des Dekrets vom 10. Juli 2013 zur Zustimmung zu dem Zusammenarbeitsabkommen vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative;

Aufgrund des Dekrets vom 10. Juli 2013 zur Zustimmung, für die in Artikel 138 der Verfassung erwähnten Angelegenheiten, zu dem Zusammenarbeitsabkommen vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 15. Mai 2014;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte, und

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Zweck dieses Zusammenarbeitsabkommens ist die Festlegung der Ausführungsmodalitäten für Artikel 7, 9, 10, 19 und 25 des Zusammenarbeitsabkommens über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative.

Art. 2 - Im Sinne dieses Abkommens gelten folgende Definitionen:

- 1° "Datenaustausch-Abkommen": das Zusammenarbeitsabkommen vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative;
- 2° "BCED": die in Artikel 2, Ziffer 3° des Datenaustausch-Abkommens definierte Zentrale Datenaustauschbank (frz. "Banque-Carrefour d'échange de données");
- 3° "öffentliche Behörde": die in Artikel 2 Ziffer 8° des Datenaustausch-Abkommens definierte öffentliche Behörde;
- 4° "CCED": die in Artikel 2, Ziffer 6° des Datenaustausch-Abkommens definierte Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustausches (frz. "Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données");
- 5° "betroffene Person": die Person gemäß Artikel 1 § 1 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten;
- 6° "Empfänger": der in Artikel 2, Ziffer 10° des Datenaustausch-Abkommens definierte Empfänger.

KAPITEL II — *Der strategische Ausschuss der Zentralen Datenaustauschbank*

Art. 3 - Der strategische Ausschuss setzt sich aus den nachstehend aufgeführten fünf ständigen Mitgliedern zusammen:

- 1° der Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie,
- 2° der Generalsekretär des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft,
- 3° der Generaldirektor der für Informations- und Kommunikationstechnologie zuständigen ressortübergreifenden Generaldirektion des öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- 4° der Generalverwalter des "Entreprise publique des technologies nouvelles de l'information et de la communication" (ETNIC) (öffentliches Unternehmen für neue Informations- und Kommunikationstechnologien);
- 5° der leitende Beamte von "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" (e-Wallonie-Brüssel Vereinfachung).

Die fünf ständigen Mitglieder haben eine beschließende Stimme.

Wenn er sich mit der operationellen Durchführung von Projekten zur gemeinsamen Datennutzung auseinandersetzt, haben auch folgende Personen am strategischen Ausschuss teil:

- 1° der von den Regierungen innerhalb von e-Wallonie-Bruxelles Simplification bezeichnete Verantwortliche für "Datenaustausch und Zentrale Datenaustauschbank",
- 2° der Generalinspektor der Abteilung Informations- und Kommunikationstechnologien der für Informations- und Kommunikationstechnologien zuständigen ressortübergreifenden Generaldirektion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie,
- 3° der Korrespondent der technischen Stelle der Zentralen Datenaustauschbank innerhalb des "Entreprise publique des technologies nouvelles de l'information et de la communication" (ETNIC).

Art. 4 - Die in Artikel 3 aufgeführten Mitglieder können sich von einer Person ihrer Wahl aus ihrer jeweiligen Dienststelle vertreten lassen.

KAPITEL III — *Anerkennung der authentischen Quellen*

Art. 5 - § 1. Im Einklang mit Artikel 7 des Datenaustausch-Abkommens wird nach Begutachtung von der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustausches eine Datenquelle als authentische Datenquelle von der Regierung durch Erlass bezeichnet.

§ 2. Zum Nachweis der Zweckdienlichkeit und des Interesses der Anerkennung einer Datenquelle als authentische Datenquelle hat die BCED vorher eine Zweckmäßigkeitanalyse in Zusammenarbeit mit den Verwaltern dieser dafür kandidierenden Quelle durchzuführen.

Bei der Zweckmäßigkeitanalyse wird insbesondere Folgendes berücksichtigt:

- 1° die Vorteilhaftigkeit der Anerkennung, was die Verringerung des Verwaltungsaufwands und die Qualitätsverbesserung des geleisteten Diensts betrifft,
- 2° die Anforderungen, die durch das Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten sowie durch alle in Ausführung desselben verabschiedeten Erlasse vorgeschrieben sind,
- 3° die finanziellen und technologischen Folgen der Einrichtung der authentischen Quelle.

Diese Folgen betreffen u. a.

- a) die Qualität der Daten, vor allem in Bezug auf deren Vollständigkeit, Genauigkeit und Aktualisierung und auf die Verpflichtungen zur Aufrechterhaltung oberhalb der vorbestimmten annehmbaren Mindestschwelle und zur stetigen Verbesserung dieser Qualität,
- b) die Qualitätskontrolle zugunsten der Benutzer, die Rückverfolgbarkeit der Änderungen an Daten und die Speicherung der historischen Datenzugriffe,
- c) die Datensicherheit auf physischer, technischer und organisatorischer Ebene,
- d) die Einsatzfähigkeit der Datenquelle, vor allem hinsichtlich der Verfügbarkeit und der Zugänglichkeit.

§ 3. Falls es sich nach Abschluss dieser Analysen erweist, dass die Datenquelle hinreichend Garantien dafür bietet, um als authentische Datenquelle anerkannt zu werden, wird die dafür kandidierende Datenquelle während der Anerkennungsphase von der BCED begleitet, um die Einhaltung und Verbesserung der Kriterien nach § 2 gewährleisten zu können.

Wenn hingegen keine ausreichenden Garantien aus dieser Analyse hervorgehen, wird das Projekt zur Anerkennung der Datenquelle als authentische Datenquelle ausgesetzt, bis genügende Garantien vorliegen.

Wenn trotz allen Bemühungen die gebotenen Garantien innerhalb einer vernünftigen Frist das zufriedenstellende Niveau nicht erreichen, wird das Projekt aufgegeben.

§ 4. Die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustausches kann im Laufe der in § 2 genannten Analyse für Fragen des Schutzes personenbezogener Daten zu Rate gezogen werden.

KAPITEL IV — *Rolle der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustausches*

Art. 6 - § 1. Auf eigene Initiative kann die CCED eine Bewertung der innerhalb der öffentlichen Behörden eingeleiteten Sicherheitsmaßnahmen beantragen. Zu diesem Zweck benennt sie die Dienststelle, die mit der Bewertung beauftragt wird - nachstehend "Bewerter" genannt -. Im Hinblick darauf trifft der Bewerter alle Maßnahmen, die sich als nützlich erweisen, um diesen Antrag in Zusammenarbeit mit der betroffenen öffentlichen Behörde zu bearbeiten.

Der Bewerter muss über alle zur Ausführung seiner Aufgabe nützlichen und notwendigen Mittel verfügen.

Der Bewerter erstattet über diese Bewertung ausführlichen Bericht. Sein Bericht wird der CCED übermittelt.

Die Anträge der CCED müssen auf deutlichen Hinweisen einer nicht korrekten Umsetzung der Sicherheitspolitik der öffentlichen Behörde beruhen.

§ 2. Mit Hilfe eines Fragebogens nimmt die BCED die allgemeine Bewertung der Daten- und Informationssicherheit bei jeder öffentlichen Behörde jährlich vor, die von der CCED oder einem der Sektorkomitees des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens zum Zugriff auf personenbezogene Daten ermächtigt wurde. Dabei wird überprüft, ob die Voraussetzungen für die Ermächtigung immer noch ordnungsgemäß erfüllt werden.

Die BCED erstattet der CCED über die Ergebnisse dieser allgemeinen Bewertung jährlich Bericht.

Art. 7 - Die Berichte gemäß Artikel 6 § 1 und § 2 werden dem strategischen Ausschuss unterbreitet, bevor sie der CCED übermittelt werden.

Die Berichte sind für die CCED nicht zwingend.

Art. 8 - § 1. Wenn anhand des jährlichen bzw. ausführlichen Berichts festgestellt wird, dass bestimmten Bedingungen für die Zugriffsberechtigung einer öffentlichen Behörde nicht mehr genügt wird, kann die CCED die Berechtigung bis zur Regularisierung der Situation aussetzen.

Dieser Beschluss wird binnen fünf Werktagen ab der Beschlussfassung der CCED per Einschreiben oder durch jegliches sonstiges gleichgestelltes elektronisches Mittel der öffentlichen Behörde und der BCED zugestellt, wobei Letztere damit beauftragt wird, den effektiven Zugriff auf die Daten auszusetzen.

Die Aussetzung wird am Tag der Zustellung des Aussetzungsbeschlusses wirksam.

Die öffentliche Behörde hat innerhalb von dreißig Werktagen der CCED einen Plan über die Maßnahmen vorzulegen, den sie zur Regularisierung ihrer Lage umzusetzen vorhat. Auf dieser Grundlage gibt die CCED der öffentlichen Behörde ein Gutachten ab, in dem sie ebenfalls die Frist bestimmt, über die Letztere verfügt, um die Maßnahmen und Modalitäten zur Wiederherstellung des Zugriffs auf von der ausgesetzten Ermächtigung betroffene Daten durchzuführen.

Sobald die BCED hat feststellen können, dass infolge der tatsächlich von der öffentlichen Behörde eingeleiteten Regularisierungsmaßnahmen die Voraussetzungen für die Zugriffsberechtigung erneut erfüllt werden, hebt die CCED den Aussetzungsbeschluss auf.

§ 2. Die CCED kann sämtliche Ermächtigungen der öffentlichen Behörde aussetzen, insofern als dies angesichts der festgestellten Unzulänglichkeiten gerechtfertigt ist und diese sich unbestreitbar auf die verschiedenen in Gang gebrachten Ströme des Datenaustausches auswirken.

§ 3. Wenn die öffentliche Behörde nicht alles Mögliche für eine angemessene Durchführung der im Plan gemäß § 1 Absatz 3 dargelegten Maßnahmen eingesetzt hat, kann die CCED beschließen, die Zugriffsberechtigung zu entziehen.

Binnen 3 Tagen nach ihrer Beschlussfassung stellt die CCED ihren Entziehungsbeschluss per Einschreiben oder durch jegliches sonstiges gleichgestelltes elektronisches Mittel zu.

§ 4. Das in § 1 bis § 3 beschriebene Aussetzungsverfahren darf nur auf Ermächtigungen angewandt werden, die die CCED selbst erteilt hat.

Wenn sich der Bericht auf eine Ermächtigung bezieht, die von einem Sektorkomitee des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens erteilt wurde, hat die CCED das zuständige Sektorkomitee und den Ausschuss für den Schutz des Privatlebens unverzüglich darüber zu unterrichten.

Art. 9 - Die BCED stellt der Öffentlichkeit ein Verzeichnis der Ermächtigungen, Gutachten und Empfehlungen der CCED über ihre Webseite zur Verfügung. Dieses Verzeichnis ist frei zugänglich.

Es kann nur der Stand der geltenden Ermächtigungen online eingesehen werden.

Art. 10 - Das in Art. 6 bis 8 dargelegte Verfahren kann auf authentische Quellen (AQ) und auf Datenbanken aus authentischen Quellen (DBAQ) Anwendung finden, wenn diese die erforderlichen Bedingungen nicht mehr einhalten, um als AQ oder DBAQ anerkannt zu sein.

KAPITEL V — *Rechte der betroffenen Person*

Art. 11 - § 1. Die Anträge auf Zugang und Berichtigung im Sinne von Artikel 9 des Datenaustausch-Abkommens werden durch die Vermittlung der Verwalter der authentischen Quelle bzw. der Datenbank aus authentischen Quellen unter Einhaltung der Artikel 10 § 1 und 12 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten sowie aller in Ausführung desselben verabschiedeten Erlasse gestellt.

Neben dem Postweg hat die betroffene Person die Möglichkeit, mit der AQ bzw. DBAQ auf elektronischem Wege durch die ihr von der BCED oder dem AQ- bzw. DBAQ-Verwalter zur Verfügung gestellten Mittel Kontakt aufzunehmen.

Im Falle elektronisch verfügbarer Daten, die auch vollständig und in aller Sicherheit auf elektronischem Wege übermittelt werden können, ist die AQ bzw. DBAQ verpflichtet, diesen Weg zu bevorzugen, um ihre Antwort der betroffenen Person zukommen zu lassen.

§ 2. Jede Person hat das Recht, zu erfahren, welche öffentlichen Einrichtungen und Behörden in den letzten sechs Monaten ihre Daten eingesehen oder aktualisiert haben, außer wenn es sich um die mit der Untersuchung und Ahndung von Delikten beauftragten Verwaltungs- und Gerichtsbehörden, um die Staatssicherheit oder um den Allgemeinen Nachrichten- und Sicherheitsdienst der Streitkräfte handelt.

Durch ihre Webseite veröffentlicht die BCED ein Verzeichnis der authentischen Quellen, gegenüber denen die betroffene Person das im vorigen Absatz genannte Recht ausüben kann.

KAPITEL VI — *Antrag des Empfängers auf Berichtigung der Daten*

Art. 12 - Jeder Datenempfänger, der bei Anwendung seiner Zugriffsberechtigung auf Daten aus AQ oder DBAQ die Unvollständigkeit, Unrichtigkeit oder Ungenauigkeit von Daten feststellt, nimmt mittels des Online-Formulars oder jedes sonstigen ihm von der BCED oder dem Verwalter dieser AQ oder DBAQ zur Verfügung gestellten Online-Instruments mit dem besagten Verwalter Kontakt auf, um die Berichtigung der Daten zu beantragen.

Art. 13 - § 1. Der Datenempfänger hat folgende Informationen mitzuteilen, damit sein Antrag Berücksichtigung finden kann:

1° die Identität und die Kontaktdaten seiner Kontaktperson,

2° den Vorgang, den er zum Zeitpunkt der Feststellung des Fehlers ausführte,

3° die Informationen, anhand deren die von der beantragten Berichtigung betroffene natürliche bzw. juristische Person zweifelsfrei identifiziert werden kann,

4° die fehlerhaften Daten,

5° die vermutlich richtiger Daten,

6° die Elemente und Rechtfertigungsbelege, über die er zur Begründung seines Antrags verfügt.

§ 2. Binnen 5 Werktagen bestätigt die BCED den Eingang des Antrags, und anschließend leitet sie ihn der betroffenen AQ oder DBAQ weiter.

Der AQ- bzw. DBAQ-Verwalter ist verpflichtet, diesem Antrag innerhalb von 10 Kalendertagen Folge zu leisten, außer wenn er beweist, dass er diese Daten unmöglich berichtigen kann, ohne bei anderen öffentlichen Behörden oder privaten Trägern Schritte einzuleiten und Überprüfungen vorzunehmen.

Der AQ- bzw. DBAQ-Verwalter setzt den Datenempfänger davon in Kenntnis, dass die Daten möglichst früh berichtigt werden.

§ 3. In Absprache mit dem AQ- bzw. DBAQ-Verwalter kann die BCED beschließen, ein Meldesystem einzuführen für Daten, deren Berichtigung beantragt wird.

§ 4. Durch den Erlass oder das Dekret zur Einrichtung der AQ oder DBAQ wird Folgendes festgelegt:

1° das vorgesehene Kommunikationsmittel zwischen dem Empfänger und dem Verwalter, das die Datenberichtigung ermöglichen soll,

2° die Frist, innerhalb deren der Verwalter die Daten unter Berücksichtigung des Umfangs und der durch die AQ bzw. DBAQ verarbeiteten Daten berichtigen muss.

Art. 14 - Wenn der AQ- bzw. DBAQ-Verwalter die wegen Unrichtigkeit, Unvollständigkeit oder Ungenauigkeit gemeldeten Daten nicht innerhalb der kraft Artikel 13 § 4 vorgeschriebenen Frist berichtigt haben wird, wird er für etwaige, infolge der Nichtkorrektur der als unrichtig, unvollständig oder ungenau gemeldeten Daten begangene Fehler für verantwortlich gehalten werden, es sei denn, dass er imstande ist, die Unmöglichkeit der Datenberichtigung zu beweisen und zu begründen.

Art. 15 - Vorliegendes Abkommen wird auf unbestimmte Dauer geschlossen.

Es tritt am 1. Juni 2014 in Kraft.

Namur, den 15. Mai 2014

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Für die Französische Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/205135]

15 MEI 2014. — Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap ter uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief

Gelet op de Belgische grondwet, zoals gecoördineerd op 17 februari 1994, op de artikelen 121 tot 133 en 134 tot 140;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 77 en 92bis;

Gelet op de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap tot organisatie van een gemeenschappelijke dienst inzake administratieve vereenvoudiging en elektronische administratie, genoemd "e-Wallonie-Bruxelles Simplification", afgekort "eWBS";

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief, inzonderlijk op de artikelen 7, 9, 10, 19 en 25;

Gelet op het decreet van 4 juli 2013 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 houdende instemming, wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet, met het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 15 mei 2014;

Gelet op de beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2014;

Het Waalse Gewest vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte,

Zijn overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit samenwerkingsakkoord beoogt de vastlegging van de modaliteiten tot uitvoering van de artikelen 7, 9, 10, 19 en 25 van het samenwerkingsakkoord over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief.

Art. 2. In de zin van dit akkoord wordt verstaan onder :

1° "samenwerkingsakkoord "delen van gegevens" : het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief;

2° "BCED" : de Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens zoals bepaald in artikel 2, 3°, van het samenwerkingsakkoord "delen van gegevens";

3° "openbare overheid" : de openbare overheid zoals bepaald in artikel 2, 8°, van het samenwerkingsakkoord "delen van gegevens";

4° "CCED" : de Commissie Wallonië-Brussel voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen zoals bepaald in artikel 2, 6° van het samenwerkingsakkoord "delen van gegevens";

5° "betrokkene" : De persoon bedoeld in artikel 1, § 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

6° "ontvanger" : de ontvanger zoals bepaald in artikel 2°, 10°, van het samenwerkingsakkoord "delen van gegevens".

HOOFDSTUK II. — Strategisch Comité van de Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens

Art. 3. Het Strategisch Comité is samengesteld uit de 5 volgende vaste leden :

1° de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

2° de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

3° de Directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal van de Waalse Overheidsdienst, belast met de Informatie- en Communicatietechnologieën;

4° de administrateur-generaal van het "Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication" (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën) (ETNIC);

5° de leidend ambtenaar van "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" (e-Wallonie-Brussel Vereenvoudiging).

De 5 vaste leden zijn stemgerechtigd.

Nemen ook deel aan het Strategisch Comité wanneer de operationele tenuitvoerlegging van de projecten inzake het delen van gegevens daar worden besproken :

1° de verantwoordelijke "gegevensuitwisseling en Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens" aangewezen door de Regeringen in de "e-Wallonie-Bruxelles Simplification";

2° de inspecteur-generaal van het Departement Informatie- en Communicatietechnologieën van het Overkoepelend Directoraat-generaal van de Waalse Overheidsdienst, belast met de Informatie- en Communicatietechnologieën;

3° de correspondent van de technologische pool van de Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens binnen het "Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication" (ETNIC).

Art. 4. De leden bedoeld in artikel 3 kunnen een persoon uit hun dienst aanwijzen om hen te vertegenwoordigen.

HOOFDSTUK III. — Erkenning van de authentieke gegevensbronnen

Art. 5. § 1. Overeenkomstig artikel 7 van het samenwerkingsakkoord "delen van gegevens", wijst de Regering bij besluit een gegevensbron aan als authentieke gegevensbron en dit, na advies van de Commissie Wallonië-Brussel voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen.

§ 2. Eerst voert de "BCED", in samenwerking met de beheerders van de kandiderende authentieke gegevensbron, een opportuniteitsanalyse uit die de relevantie en het belang moet aantonen van deze gegevensbron als authentieke gegevensbron.

De opportuniteitsanalyse houdt o.a. rekening met :

1° het nut van de erkenning inzake vermindering van de administratieve lasten en verbetering van de kwaliteit van de verleende dienst;

2° de eisen voorgeschreven bij de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, alsook elk besluit genomen ter uitvoering van deze wet;

3° de financiële en technologische impact van de oprichting van de authentieke bron.

Deze impact heeft o.a. betrekking op :

a) de kwaliteit van de gegevens met, in het bijzonder, hun volledigheid, actualisering, de garanties inzake het behoud boven de bepaalde aanvaardbare minimumdrempel en de voortdurende verbetering van deze kwaliteit;

b) de controle van de kwaliteit t.o.v. de gebruikers, de traceerbaarheid van de wijzigingen van de gegevens en de vrijwaring van de historiek van de toegang tot de gegevens;

c) de veiligheid van de gegevens op fysisch, technisch en organisatorisch vlak;

d) het operationele karakter van de gegevensbron, met name de beschikbaarheid en de toegankelijkheid.

§ 3. Indien, na afloop van de analyses, de gegevensbron voldoende waarborgen vertoont om als authentieke gegevensbron erkent te worden, begeleidt de "BCED" de kandiderende authentieke gegevensbron in de erkenningsfase om het behoud en de verbetering van de criteria bedoeld in § 2 te waarborgen.

Indien, daarentegen, na afloop van deze analyse, onvoldoende waarborgen verkregen kunnen worden, wordt het project dat de gegevensbron als een authentieke gegevensbron moet erkennen, opgeschort tot het verkrijgen van de nodige waarborgen.

Indien, ondanks de geleverde inspanningen, het voldoende niveau van waarborgen niet kan worden bereikt binnen een redelijke termijn, wordt van het project afgezien.

§ 4. De Commissie Wallonië-Brussel voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen kan tijdens de analyse bedoeld in paragraaf 2 worden geraadpleegd voor vraagstukken m.b.t. de bescherming van persoonsgegevens.

HOOFDSTUK IV. — *Rol van de Commissie Wallonië-Brussel voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen*

Art. 6. § 1. De "CCED" kan uit eigen beweging een beoordeling van de veiligheidsmaatregelen die binnen de overheden gelden, aanvragen. Daartoe wijst zij de dienst aan die belast is met de beoordeling, hierna de "beoordelaar" genoemd. De beoordelaar neemt daartoe alle nodige maatregelen om aan deze aanvraag te voldoen in samenwerking met de betrokken overheid.

De beoordelaar moet over de nodige en noodzakelijke middelen beschikken om zijn opdracht op een degelijke manier te vervullen.

De beoordelaar stelt een omstandig verslag op van deze beoordeling. Dit verslag wordt aan de "CCED" overgemaakt.

De vragen van de "CCED" moeten worden gemotiveerd met ernstige aanwijzingen die aantonen dat het veiligheidsbeleid van de overheid niet nauwkeurig wordt toegepast.

§ 2. Op basis van een vragenlijst gaat de "BCED" over tot een algemene jaarlijkse beoordeling van de veiligheid van de gegevens en de informatie bij elke overheid die van de "CCED" of van één van de sectorcomités van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer een machtiging heeft gekregen die toegang geeft tot persoonsgegevens. Er wordt nagegaan of de toekenningsvoorwaarden van de machtiging altijd nauwkeurig uitgevoerd worden.

De "BCED" overhandigt aan de "CCED" een jaarlijks verslag met de resultaten van deze algemene beoordeling.

Art. 7. De verslagen bedoeld in de paragrafen 1 en 2 van artikel 6 worden aan het Strategisch Comité voorgelegd vóór ze aan de "CCED" worden overgemaakt.

De verslagen zijn niet van dwingende aard voor de "CCED".

Art. 8. § 1. Als er op basis van het jaarlijks of omstandig verslag wordt vastgesteld dat sommige toekenningsvoorwaarden van de machtiging tot toegang van een overheid niet meer zijn vervuld, kan de "CCED" de machtiging opschorten tot de regularisatie van de toestand.

Deze beslissing wordt door het secretariaat van de "CCED" per aangetekend schrijven of elk ander gelijkaardig elektronisch middel, binnen vijf werkdagen van de beslissing van de "CCED" aan de overheid en aan de "BCED" medegedeeld die ermee belast zal zijn om de effectieve toegang tot de gegevens op te schorten.

De schorsing gaat in op de dag van de kennisgeving van de beslissing tot schorsing.

De overheid moet binnen dertig werkdagen een plan aan de "CCED" overmaken betreffende de maatregelen die ze zal nemen om haar toestand te regulariseren. Op deze basis geeft de "CCED" de overheid een advies waarin zij ook de termijn bepaalt waarover de overheid beschikt om de maatregelen en de modaliteiten tot herstel van de toegang tot de gegevens bedoeld bij de opgeschorte machtiging uit te voeren.

Zodra de "BCED" kan vaststellen, op basis van de regularisatiemaatregelen die effectief door de overheid worden ingesteld, dat de toekenningsvoorwaarden voor de toegang opnieuw zijn vervuld, heft de "CCED" de beslissing tot schorsing op.

§ 2. De "CCED" kan het geheel van de machtigingen van de overheid opschorten als de vastgestelde tekortkomingen het rechtvaardigen en als ze op een onbetwistbare manier de verschillende inkomende en uitgaande gegevensuitwisselingen treffen.

§ 3. Als de overheid niet alles in het werk heeft gesteld om de maatregelen omschreven in het plan bedoeld in paragraaf 1, derde lid, nauwkeurig uit te voeren, kan de "CCED" beslissen om de machtiging tot toegang in te trekken.

De beslissing tot intrekking wordt door de "CCED" meegedeeld binnen 3 dagen na haar beslissing, per aangetekend schrijven of elk ander gelijkaardig elektronisch middel.

§ 4. De opschortingsprocedure omschreven in de paragrafen 1 tot 3 kan alleen maar worden toegepast op de machtigingen die de "CCED" heeft verleend.

Als het verslag een machtiging betreft die door een sectorcomité van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is verleend, verwittigt de "CCED" onverwijld het betrokken sectorcomité alsook de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 9. De "BCED" stelt een register met de machtigingen, adviezen en aanbevelingen van de "CCED" ter beschikking van het publiek op zijn website. Dit register is vrij toegankelijk.

Online kan alleen het statuut van de actieve machtigingen geraadpleegd worden.

Art. 10. De procedure omschreven in de artikelen 6 tot 8 kan worden toegepast op de authentieke bronnen (SA) en de banken van gegevens van authentieke bronnen (BDSA) als zij niet meer voldoen aan de voorwaarden die noodzakelijk zijn om erkend te worden als "SA" of "BDSA".

HOOFDSTUK V. — *Rechten van de betrokken persoon*

Art. 11. § 1. De aanvragen tot toegang en rechtzetting bedoeld in artikel 9 van het samenwerkingsakkoord "delen van gegevens" gebeuren via de beheerders van de authentieke bron of van de bank van gegevens van authentieke bronnen met inachtneming van de artikelen 10, § 1, en 12 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, alsook elk besluit genomen ter uitvoering van deze wet;

Behalve per post, kan de betrokken persoon contact opnemen met de "SA" of "BDSA" per e-mail via de middelen die door de "BCED" of door de beheerder van de "SA" of de "BDSA" ter beschikking worden gesteld.

Wanneer de gegevens elektronisch beschikbaar zijn en wanneer ze op een volledige en veilige manier via de elektronische weg kunnen worden verstuurd, dient de "SA" of de "BDSA" de voorkeur te geven aan de elektronische weg om zijn antwoord aan de betrokken persoon over te maken.

§ 2. Elke persoon heeft het recht om kennis te nemen van alle instellingen en overheden die, gedurende de laatste zes maanden, hun persoonsgegevens hebben geraadpleegd of bijgewerkt, met uitzondering van de bestuurlijke en gerechtelijke overheden die belast zijn met de opsporing en bestraffing van misdrijven alsmede van de Veiligheid van de Staat en de Algemene Dienst inlichting en veiligheid van de Krijgsmacht.

Op zijn website maakt de "BCED" een gids van de authentieke bronnen bekend waarbij de betrokken persoon het recht bedoeld in het vorig lid kan laten gelden.

HOOFDSTUK VI. — *Aanvraag tot rechtzetting van de gegevens door de bestemming*

Art. 12. Elke bestemming van een gegeven die, tijdens het gebruik van zijn toegelaten toegang tot de gegevens van de "SA" of de "BDSA", vaststelt dat een gegeven onvolledig, onjuist of onnauwkeurig is, neemt contact op met de beheerder van deze "SA" of "BDSA" via het formulier of elk ander online middel dat te zijner beschikking wordt gesteld door de "BCED" of de beheerder van de "SA" of "BDSA" om de rechtzetting van het gegeven aan te vragen.

Art. 13. § 1. Als de bestemming van het gegeven wenst dat zijn aanvraag in aanmerking wordt genomen, moet hij de volgende informatie meedelen :

- 1° de identiteit en de contactgegevens van de contactpersoon bij de bestemming van het gegeven;
- 2° de aan de gang zijnde verrichting toen hij de fout heeft vastgesteld;
- 3° de informatie om de natuurlijke of rechtspersoon betrokken bij de aangevraagde rechtzetting met zekerheid te kunnen identificeren;
- 4° het onjuiste gegeven;
- 5° het vermoedelijke juiste gegeven;
- 6° de elementen en bewijsstukken waarover hij beschikt om zijn aanvraag tot rechtzetting te bewijzen.

§ 2. De "BCED" bericht ontvangst van de aanvraag binnen de 5 werkdagen vóór het overmaken van de aanvraag aan de betrokken "SA" of "BDSA".

De beheerder van de "SA" of van de "BDSA" dient gevolg te geven aan deze aanvraag binnen 10 kalenderdagen, behalve als de beheerder van de "SA" of "BDSA" kan bewijzen dat hij niet in staat is om dit gegeven recht te zetten zonder stappen te ondernemen en verificaties uit te voeren bij andere openbare of private overheden.

De beheerder van de "SA" of "BDSA" deelt aan de bestemming van het gegeven mee dat het gegeven zo spoedig mogelijk zal worden rechtgezet.

§ 3. De "BCED" kan, in samenwerking met de beheerder van de "SA" of de "BDSA", beslissen om een waarschuwingssysteem tot stand te brengen i.v.m. de gegevens die het voorwerp uitmaken van een aanvraag tot rechtzetting.

§ 4. Het besluit of het decreet tot instelling van de "SA" of de "BDSA" bepaalt :

- 1° het communicatiemiddel tussen de bestemming en de beheerder voor de rechtzetting van de gegevens;
- 2° de termijnen waarin de beheerder de gegevens moet rechtzetten, rekening houdend met de omtrek en de gegevens behandeld door de "SA" of de "BDSA".

Art. 14. Als de beheerder van de "SA" of "BDSA" de gegevens die als onjuist, onvolledig of onnauwkeurig zijn aangegeven niet binnen de termijn voorgeschreven krachtens paragraaf 4 van artikel 13 heeft rechtgezet, zal hij verantwoordelijk kunnen gesteld worden voor de eventuele begane fouten rekening houdend met de niet-rechtzetting van de gegevens die als onjuist, onvolledig of onnauwkeurig zijn aangegeven, behalve als hij de onmogelijkheid om dit gegeven recht te zetten, kan bewijzen en motiveren.

Art. 15. Dit akkoord wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Dit akkoord treedt in werking op 1 juni 2004.

Namen, 15 mei 2014.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE